

# TOUS ENSEMBLE POUR UNE EUROPE SOCIALE



**FGTB**

[www.fgtb.be](http://www.fgtb.be)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b>	<b>3</b>
<b>1. L'Europe (sociale), c'est quoi ?</b>	<b>5</b>
Vie quotidienne	5
Concrètement	6
Lutte contre la pauvreté	6
<b>2. Le pilier social en Europe</b>	<b>7</b>
Droits des travailleurs	8
<b>3. Vers une Europe sociale et juste : notre mémorandum européen</b>	<b>11</b>
Vers une Europe véritablement sociale	12
Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité	13
Nouvelle époque, nouveaux défis	14
La solidarité au-delà des « frontières »	15
Apprendre et travailler	16
Une Europe diversifiée, une Europe forte	16
<b>4. Le syndicat à vos côtés : la FGTB et la CES</b>	<b>18</b>

# AVANT-PROPOS

Bienvenue en Europe ! Ce continent, à l'histoire fascinante et mouvementée, a non seulement connu des événements bouleversants, mais incarne également un engagement en faveur de la coopération et du progrès. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est devenue un symbole d'espoir, de redressement et de solidarité. Aujourd'hui, dans une période géopolitique complexe, il est essentiel de nourrir cet idéal de solidarité et de progrès partagé.

À la lumière de la présidence belge de l'UE et des prochaines élections européennes, nous nous trouvons à un moment charnière. Ces événements offrent des opportunités uniques d'influencer davantage le cours de l'Europe et de lutter contre la menace de politiques d'austérité qui pourraient porter atteinte à nos droits sociaux et syndicaux, y compris le droit de grève.

Notre vie quotidienne est directement affectée par les politiques européennes. De l'inflation à la stagnation des salaires en passant par la hausse des prix du logement et de l'énergie, l'Europe est confrontée au défi d'une transition juste en matière de changement climatique, d'économie climatiquement neutre et de numérisation. Cet objectif doit être atteint dans la poursuite de la construction de l'Europe sociale.

Le problème fondamental reste le déséquilibre entre le social et l'économique dans la construction européenne. L'Europe sociale existe, mais elle est trop limitée et les progrès sont encore difficiles à réaliser. Mais sans solidarité, il n'y a pas d'Europe. Sans cohésion sociale, l'Europe n'a pas d'avenir car elle ne peut se réduire à un marché économique ouvert à la concurrence. L'intégration économique a laissé trop de place aux dérives néolibérales qui ont conduit à des coupes dans les dépenses sociales, sans pouvoir assurer un meilleur équilibre de la pression fiscale, et à trop de situations de dumping social et fiscal ou d'accroissement des inégalités.

Nous travaillons ainsi de concert avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et d'autres syndicats en Europe pour défendre les intérêts de millions de travailleurs, pour une société européenne où la justice sociale, l'égalité et la liberté sont au premier plan. Nous nous efforçons d'ancrer plus fermement ces valeurs dans le modèle européen afin de créer une société où le progrès économique, la durabilité et la justice vont de pair. Nous jouons un rôle central dans le dialogue social et la négociation collective en Europe, en influençant la législation et les politiques européennes sur les conditions de travail, les salaires, les droits des travailleurs et l'inclusion sociale.

Dans ce contexte, nous devons également être vigilants face à la montée de l'extrême droite, qui menace les droits de l'homme et les droits des travailleurs. Il apparaît ainsi comme essentiel de lutter pour plus de pouvoir d'achat, de meilleurs salaires, de meilleures pensions et de meilleures conditions de travail. Un pilier social fort en Europe constitue une arme contre la menace de l'extrême droite.

Rejoignez notre mouvement pour une Europe sociale, où chacun bénéficie d'une prospérité partagée et où la justice environnementale et sociale est au cœur des préoccupations. Ensemble, nous pouvons construire un avenir où l'exploitation appartiendra au passé et où la solidarité sera la norme. Bienvenue dans l'Europe de demain, où nous nous engageons à préserver et à renforcer nos droits fondamentaux lors de moments cruciaux tels que la présidence belge et les élections européennes.

**Miranda ULENS**  
Secrétaire Générale



**Thierry Bodson**  
Président



# 1. L'Europe (sociale), c'est quoi ?

Pour nous, les Belges, l'Europe est bien plus proche que pour d'autres Européens. Notre capitale est d'ailleurs la capitale de l'Europe. De nombreuses décisions sont prises au niveau européen, et celles-ci affectent notre travail, notre vie et notre portefeuille. Il est crucial de tenir tout cela à l'œil. En 2023, les frontières politiques ne s'arrêtent pas à nos frontières nationales.

5

L'Europe peut se targuer d'avoir une histoire passionnante, faite de luttes sociales, de progrès et de changements sociaux. Au départ, l'idée européenne était principalement politique, axée sur la paix, la coopération, la liberté, l'égalité et l'unité. Cette idée s'est surtout développée sur le plan économique, comme avec la création de la Communauté économique européenne (CEE) en 1958, à la suite de la signature du Traité de Rome par des pays tels que l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Et l'Europe sociale a toujours été à la traîne.

## VIE QUOTIDIENNE

Pourtant, l'influence de l'Europe sur nos politiques sociales est profonde et vaste. Lorsque nous considérons l'Europe, principalement dans le contexte de l'Union européenne (UE), nous voyons une entité politique qui non seulement façonne les normes et réglementations sociales, mais a également un impact direct sur notre vie quotidienne.

L'Europe a joué parfois un rôle crucial dans la promotion des droits des travailleurs et l'harmonisation du marché du travail, ce qui implique de garantir les droits fondamentaux et de promouvoir des conditions de travail équitables, essentielles au bien-être des travailleurs. Mais l'Europe a aussi joué bien trop souvent la carte de la déréglementation et de l'austérité qui mettent les travailleurs en concurrence et affaiblissent les systèmes de protection sociale et les services publics.

Mais nous ne sommes pas encore arrivés au bout du voyage. Il y a encore du pain sur la planche. Qu'il s'agisse de la création d'institutions démocratiques telles que le Parlement européen ou de lois pionnières en matière de droits de l'homme : l'Europe doit être à l'avant-garde de l'innovation sociale. Après tout, l'un des aspects fondamentaux de l'UE, c'est la promotion de la justice sociale et de l'égalité. Cet objectif doit être atteint entre autres grâce à des directives interdisant la discrimination fondée sur le genre, la race, la religion, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Ces mesures garantissent l'égalité des chances et de traitement pour tous les citoyens, dans des domaines tels que l'emploi, l'éducation et les soins de santé.

## **CONCRÈTEMENT**

L'UE doit renforcer son action pour l'amélioration des conditions de travail. Des règles relatives aux temps de travail, à la sécurité au travail et aux congés sont été établies pour protéger les travailleurs et favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Mais beaucoup reste à faire.

6

Ces règles vont des droits des consommateurs à la législation environnementale, en passant par la protection de la vie privée et les possibilités de voyage au sein de l'UE. En tant que citoyens, nous ressentons les effets de ces décisions sur nos emplois, nos écoles et universités, nos systèmes de santé et même sur nos droits et libertés. Les règles budgétaires s'appliquent également au niveau européen (voir encadré page 13).

## **LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

Dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'Europe doit soutenir d'avantage des programmes visant à réduire le fossé entre les différentes régions et à soutenir les groupes vulnérables. Cela contribuera à une société plus inclusive où chacun a la possibilité de contribuer au progrès et à la prospérité et d'en bénéficier.

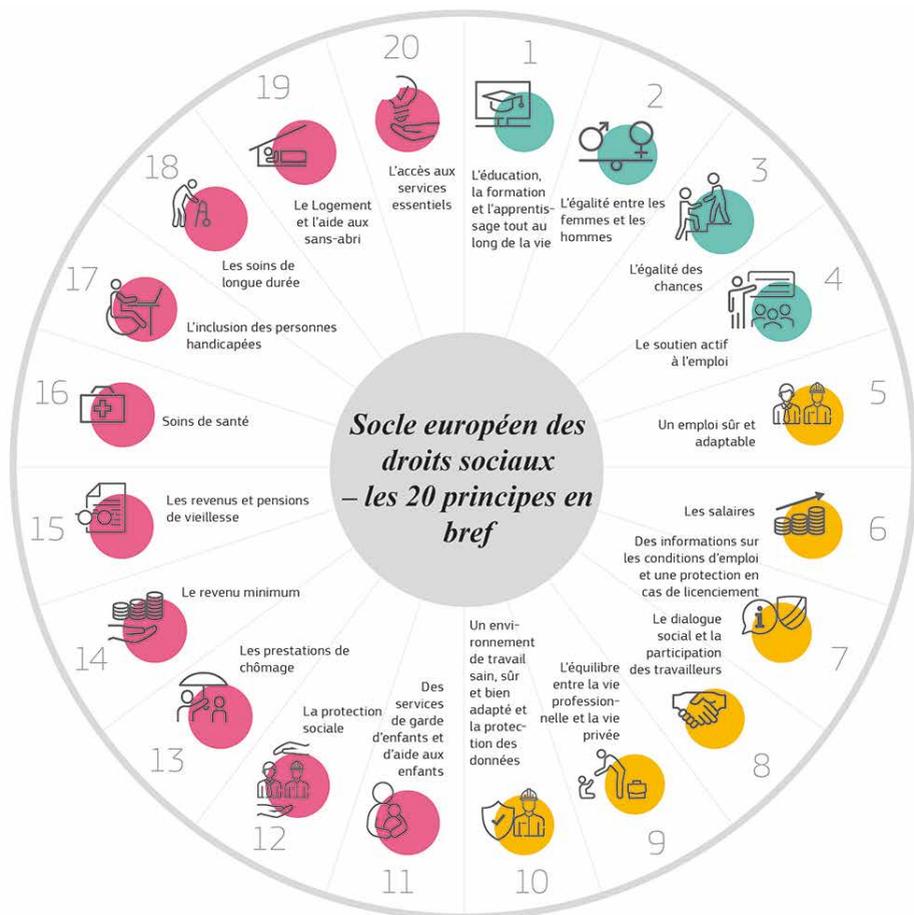
Dans le domaine de l'éducation et de la formation, l'UE promeut la mobilité des étudiants et des travailleurs à l'intérieur de ses frontières. Des programmes tels qu'Erasmus+ encouragent les échanges et la compréhension interculturels. L'Europe doit jouer également un rôle clé dans la politique de santé en encourageant la coopération entre les États membres, ce qui permet d'améliorer les échanges et la qualité des soins et de répondre plus directement aux menaces sanitaires.

La coopération au sein de l'Europe doit harmoniser ces politiques et ces normes au-delà des frontières nationales. Tout cela reflète l'importance de l'Union européenne dans l'élaboration de nos politiques sociales et leur impact quotidien sur nous en tant que citoyens. Raison pour laquelle le Socle Européen des Droits Sociaux (appelé « le pilier social » dans le reste de la brochure) est si important.

# 2. Le pilier social en Europe

Le Socle Européen des Droits Sociaux, promu par la Confédération européenne des syndicats (CES), vise à renforcer nos droits sociaux au sein de l'Union européenne (UE). La CES, dont la FGTB fait partie, se concentre sur trois domaines essentiels : l'égalité des chances et l'accès au marché du travail, des conditions de travail équitables, ainsi que la protection et l'inclusion sociales.

Voyez plutôt cet aperçu pratique :



Premièrement, le pilier social se concentre sur l'égalité des chances et l'accès au marché du travail. Il s'agit notamment de promouvoir l'égalité de genre, de lutter contre les discriminations et de garantir l'égalité des chances à tous les citoyens de l'UE. L'accent est mis sur la création d'opportunités pour les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que sur le soutien à l'apprentissage tout au long de la vie et au développement des compétences.

Deuxièmement, le pilier social souligne l'importance de conditions de travail équitables. Cela signifie que les travailleurs ont droit à un salaire équitable, à des conditions de travail sûres et à des heures de travail raisonnables. La CES s'est engagée à protéger les droits des travailleurs, y compris le droit à la négociation collective et la lutte contre le travail précaire et atypique. Pensez au travail avec des technologies de rupture, comme dans l'économie de plateforme.

Enfin, le pilier social se concentre sur la protection sociale. Il s'agit notamment de s'efforcer de garantir une protection sociale adéquate pour tous et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La CES soutient les politiques visant à garantir l'accès à des services sociaux de qualité, tels que les soins de santé, l'éducation et la sécurité sociale.

La mise en œuvre du le pilier social nécessite une coopération entre les institutions de l'UE, les États membres, les partenaires sociaux et les autres parties prenantes. La CES joue un rôle clé à cet égard en plaidant pour des normes sociales fortes et en représentant les intérêts des travailleurs au niveau européen. Grâce à ces efforts conjoints, le pilier social vise à créer une Union européenne plus inclusive, plus juste et plus sociale.

## **DROITS DES TRAVAILLEURS**

L'Union européenne a déjà mis en œuvre une série de mesures importantes pour les travailleurs, contribuant à un environnement de travail plus juste et plus sûr dans ses États membres.

Quelques exemples concrets :

La directive sur les **salaires minimaux adéquats** adéquats constitue un premier fait marquant, étant une avancée notable pour garantir un salaire équitable à tous les travailleurs de l'UE. La directive stipule que dans les pays où il existe un salaire minimum légal, celui-ci doit être évalué en fonction de critères définis par les partenaires sociaux. À terme, elle devrait garantir que les travailleurs perçoivent un salaire qui leur permette de vivre décemment, ce qui est un aspect fondamental de la justice sociale et de l'égalité. La directive vise également à renforcer la consultation sociale dans les États membres. Alors que moins de 80 % des travailleurs sont couverts par une CCT, les pays seront désormais tenus d'élaborer un plan d'action pour encourager la consultation sociale. Il va sans dire que notre travail ne s'arrête pas là non plus. Beaucoup dépendra en fin de compte de la volonté des États membres de mettre en œuvre efficacement la directive.

Une autre initiative importante est le règlement sur les **vacances européennes**. Celui-ci garantit que les travailleurs disposent de suffisamment de temps pour se reposer et récupérer, un élément essentiel qui contribue au bien-être et à la productivité des travailleurs, en assurant un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Quant à la directive sur le **détachement des travailleurs**, elle a été améliorée en 2018 à la demande des syndicats européens pour corriger les problèmes de dumping social qu'elle avait engendré. La révision a apporté plus de garanties aux travailleurs détachés qui bénéficient en théorie des mêmes conditions de travail que les travailleurs locaux et protège mieux les travailleurs locaux et détachés. Cependant cette révision n'a pas solutionné, loin s'en faut, tous les problèmes de dumping social. C'est pourquoi nous demandons un renforcement des inspections sociales et de l'Autorité Européenne du Travail dans sa lutte contre les phénomènes de faux-indépendants, des sociétés boîte aux lettres et de la sous-traitance abusive. Nous demandons donc d'abord de faire appliquer la législation existante, notamment en ce qui concerne le principe « à travail égal, salaire égal », le respect des conditions de travail prévues dans les secteurs et l'exécution des sanctions. Nous demandons également que la législation européenne instaure des limitations tant dans les chaînes de sous-traitance (sources d'abus et de criminalité) qu'en ce qui concerne la période de détachement autorisée et qui est actuellement bien trop longue. Enfin, nous demandons que le paiement des cotisations de sécurité sociale sur le salaire des travailleurs détachés se fasse dans le pays où ils sont détachés.

La création de l'**Autorité européenne du travail** est également un tournant. Celle-ci pourra-t-elle vraiment faire ses preuves dans la lutte contre la fraude sociale ? Ou bien l'agence ne sera-t-elle au final qu'un simple tigre de papier ? En créant l'Autorité européenne du travail (AET), l'Europe entend aider les pays à lutter contre les abus et l'exploitation des travailleurs employés dans un autre pays de l'UE. Avec les autres syndicats européens, nous considérons qu'il s'agit d'un premier pas modeste. En effet, l'Autorité européenne du travail doit être dotée d'une autorité suffisante et donc plus importante. En moyenne, 17 millions de personnes dans l'Union européenne travaillent dans un autre pays que le leur. Les différences de salaires, de sécurité sociale et d'impôts, ainsi que les lacunes de la législation, permettent à des employeurs véreux d'exploiter les travailleurs à des salaires de misère et dans des conditions inhumaines. Les abus sont de toutes sortes : faux indépendants, détachements injustifiés, sociétés écrans qui ne sont rien d'autre que des boîtes aux lettres... C'est ce qu'on appelle le dumping social, qui sévit dans tous les secteurs, mais qui est surtout visible dans les transports, le bâtiment, le nettoyage, la sécurité, la métallurgie, les centres d'appels et l'informatique. La FGTB veille à ce que le dumping social en Europe devienne un « no pasarán » absolu.

**En 2003, les institutions européennes ont adopté une importante directive sur le temps de travail.** Cette directive est un élément fondamental de la réglementation du marché unique et vise à protéger la santé et la sécurité des travailleurs. Elle souligne l'importance des vacances, des pauses pendant les heures de travail et d'un jour de repos garanti, la concurrence entre les États membres et les employeurs ne devant pas se faire au détriment du bien-être des travailleurs. Un autre aspect important de cette directive est l'obligation pour les employeurs de payer les heures supplémentaires. Il s'agit d'une réponse aux pratiques de certains employeurs qui tentent de forcer les travailleurs à travailler davantage sans compensation adéquate, par exemple en prétendant que la journée de travail commence plus tard ou en mettant en place des contrôles excessifs du temps de travail à l'aide des nouvelles technologies. Cette directive souligne l'importance d'une législation stricte que les employeurs sont tenus de respecter pour contrer ces pratiques inacceptables. Toutes ces mesures doivent contribuer à créer un environnement de travail plus fort, plus juste et plus sûr dans l'ensemble de l'Union européenne.

Citoyens ou travailleurs, nous sommes tous concernés. Les décisions prises en Europe, souvent à l'issue d'un processus complexe de négociations entre États membres, influencent directement les lois et réglementations en vigueur dans nos pays.

# 3. Vers une Europe sociale et juste : notre mémorandum européen

L'Europe sera sociale ou elle ne le sera tout simplement pas. Imaginez une Europe où tout le monde travaille vraiment main dans la main, où il n'est pas seulement question de belles paroles. Un endroit où la justice sociale n'est pas une denrée rare, mais la norme. Où l'empathie n'est pas accessoire, mais le puissant catalyseur derrière chaque décision. C'est sur cette Europe que nous voulons créer notre avenir. Nous devons nous efforcer de créer une communauté soudée qui accueille tout le monde à bras ouverts et affronte l'avenir avec une ouverture d'esprit.

L'avenir de l'Europe sociale n'est pas qu'un rêve ; c'est une direction que nous pouvons activement façonner par la politique et les luttes sociales. En s'engageant sans relâche en faveur du progrès social, l'Europe peut devenir une lueur d'espoir et un exemple pour le reste du monde. La dimension sociale doit être au cœur du projet européen.

La vision de l'avenir de l'Europe sociale est celle d'une intégration plus poussée, ce qui signifie qu'il faut faire tomber les barrières physiques et sociales pour que chacun — indépendamment de ses origines, de son appartenance ethnique, son genre ou de son statut socio économique — devienne un participant à part entière du projet social européen.

Voilà pourquoi une Europe axée sur les valeurs sociales a toute son importance. Nous devons évoluer vers une Europe qui adapte le progrès économique à la durabilité et à la justice. L'objectif ? Une économie qui profite à tous, où les ressources et les richesses sont réparties équitablement et où la transition écologique juste est à l'avant-garde du développement. L'exploitation ? Il faut tirer un trait dessus !

L'Europe doit devenir le leader mondial en matière de protection et de droits sociaux. Cela implique d'améliorer le droit du travail pour répondre aux défis du marché du travail moderne, d'étendre les systèmes de sécurité sociale et de garantir la dignité et les droits de chaque individu. L'Europe doit nous rendre robustes face à des défis tels que l'intelligence artificielle et le changement climatique.

Les élections au Parlement européen de 2024 seront les plus importantes depuis de nombreuses années. Elles détermineront si l'Europe reste sur la voie du progrès et de la solidarité, comme nous l'avons vu dans la réponse à la crise du coronavirus, et si elle soutient les travailleurs à travers l'Europe ; ou si elle retourne à l'austérité, avec une dérégulation pour les travailleurs.

Notre réponse à cette question est on ne peut plus claire. Nous avons besoin d'une Europe sociale forte qui garantisse un meilleur niveau de vie à ses citoyens, une Europe sociale qui s'efforce de créer une société plus inclusive, plus juste et plus équitable. La mise en œuvre du pilier social constitue l'une des étapes pour y parvenir. Ils devraient constituer la pierre angulaire des politiques des institutions européennes au cours de la prochaine législature. Les élections européennes doivent déboucher sur un Parlement et une Commission qui s'engagent à œuvrer pour une Europe juste avec des emplois sûrs, des salaires décents, d'excellents services publics, l'égalité pour tous, des droits des travailleurs forts et un renforcement de la négociation collective et du dialogue social. Les attaques contre les syndicats ne doivent pas être tolérées. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de défendre et de renforcer la démocratie en Europe.

## **VERS UNE EUROPE VÉRITABLEMENT SOCIALE**

L'accent mis par l'Europe sur l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette constitue un risque majeur. Si la stabilité financière est essentielle, cette approche conduit souvent à des mesures d'austérité aux conséquences sociales négatives. L'accent mis sur des contraintes budgétaires strictes conduit à des réductions des dépenses sociales, ce qui aura un impact sur la sécurité sociale et les services publics qui sont essentiels au bien-être des citoyens.

En outre, le processus de réformes imposant ces objectifs budgétaires a été critiqué. Celui-ci ne tient souvent pas suffisamment compte des critères sociaux, ce qui aboutit à des politiques qui exacerbent les inégalités sociales au lieu de les réduire. L'accent est souvent mis davantage sur l'efficacité économique que sur la justice sociale.

## Les nouvelles règles budgétaires européenne ou l'austérité 2.0

Inutilement draconiennes, inutilement urgentes... Elles sont dangereuses pour notre pouvoir d'achat, notre sécurité sociale et nos services publics. Leur but ? Imposer à tous les Etats membres de réduire rapidement et drastiquement leur déficit budgétaire et leur dette publique. Pour la Belgique, ça signifie 30 milliards d'euros d'économies d'ici quelques années, soit 10% des dépenses de l'Etat. Si elles sont adoptées, ces nouvelles règles nous empêcheront de réaliser les investissements nécessaires pour faire face aux défis de la transition climatique et énergétique juste, de la digitalisation et du vieillissement de la population.

13

L'absence de mesures fiscales décisives au niveau européen est un autre sujet de préoccupation. Le manque de mesures efficaces contre la fraude et l'évasion fiscale est ici visé, ce qui entraîne une répartition inéquitable de la charge fiscale. Cette situation compromet la capacité des États membres à investir dans des services et des programmes sociaux essentiels.

La priorité doit être la concrétisation d'une Europe véritablement sociale dans laquelle les droits sociaux et fondamentaux doivent être mis au même niveau que les droits économiques. L'Europe dispose de nombreux instruments pour libéraliser les marchés, mais pas pour s'attaquer à leurs conséquences sociales.

Un Protocole sur le progrès social et la création d'un Socle européen des droits sociaux efficace et contraignant sont des objectifs réalisables pour la prochaine législature européenne. Plus précisément, les négociations sur les propositions législatives de la législature précédente devraient être conclues et la construction de l'Europe sociale devrait être poursuivie, en partant de l'élan généré par le pilier social.

## DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ

Nous voulons des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en Europe. L'idée est de créer des emplois qui non seulement nous remplissent les poches, mais qui nous apportent également une réelle satisfaction et un sens à notre vie. Il s'agit ainsi d'emplois qui nous aident à contribuer à la société.

Alors que l'Europe se remet d'une série de crises, notre continent veut plus que jamais se concentrer sur des emplois de qualité. L'objectif ? Faire en sorte que 78 % des personnes aient un emploi d'ici 2030. Mais nous ne voulons pas atteindre ce taux à n'importe quel prix. Pas question de multiplier la flexibilité à outrance, avec des jobs à temps partiel, mal rémunérés et avec une couverture sociale trop faible.

L'UE doit apporter une aide particulière aux jeunes et aux personnes peu qualifiées : un soutien supplémentaire. Ils ont eu plus de difficultés sur le marché du travail. La pandémie de COVID-19 l'a montré une fois de plus. Pensez à des secteurs comme le tourisme ou le secteur culturel qui ont été durement touchés. Une aide supplémentaire était donc plus que bienvenue. Les choses bougent également dans le domaine de l'économie sociale. L'économie sociale, ce sont bien plus que des emplois qui donnent un revenu à la fin du mois, ils s'attaquent également à des problèmes sociétaux. Pensez aux secteurs où l'innovation et la responsabilité sociale vont de pair. Le potentiel est énorme. Dans certains pays, seulement 1 % de la population active travaille dans ce secteur, alors que dans d'autres, ce chiffre peut atteindre 10 %.

## **NOUVELLE ÉPOQUE, NOUVEAUX DÉFIS**

L'Europe a permis certaines améliorations des conditions de travail mais elles sont insuffisantes. Des règles garantissent des horaires de travail décents, la sécurité sur le lieu de travail et l'égalité des chances pour tous, quelle que soit l'identité de chacun.

Nous souhaitons que chacun ait un emploi de qualité dans des conditions décentes. L'objectif est de réduire l'imposition sur le travail par une plus juste contribution des revenus du capital et du patrimoine.

La lutte contre la pauvreté et l'inégalité entre les travailleurs est également une question clé. Le nombre d'emplois sous-payés explose et le système traditionnel de négociation salariale est mis sous pression dans certains pays. Il nous faut changer cette situation et l'aborder différemment.

Et puis se dressent deux défis extrêmement importants : le changement climatique et l'innovation technologique. Ces deux transitions — dans nos vies et sur le marché du travail — doivent être sociales.

La transition climatique ou écologique doit devenir un instrument de justice sociale et la justice sociale un moteur de la transition vers une économie 100 % décarbonée. En outre, la transition doit déboucher sur des emplois durables et de qualité.

La numérisation, l'automatisation, l'intelligence artificielle... auront un impact sur notre travail et notre société. À cet égard, une approche plus large des nouvelles technologies, centrée sur les personnes, devrait être au premier plan, à l'image de la protection de la vie privée sur le lieu de travail. L'IA est omniprésente, du recrutement à l'évaluation de la charge de travail. Nous devons veiller à ce que ces systèmes soient équilibrés et transparents.

Depuis la crise du COVID-19, le télétravail concerne un nombre de plus en plus grand de travailleurs dans les secteurs où l'organisation du travail le permet. Il est devenu une nouvelle norme, et il devrait le rester. La numérisation et le télétravail nécessitent assurément un large débat avec toutes les personnes concernées.

## **LA SOLIDARITÉ AU-DELÀ DES « FRONTIÈRES »**

L'Europe connaît la « libre circulation des travailleurs ». En tant que citoyen européen, vous pouvez donc vous rendre dans un autre Etat-membre pour y travailler. Cela signifie également que vous devez y être traité de façon égale, notamment en matière d'accès au travail et de conditions de travail. Sans oublier l'aspect fiscal et social. Ces dernières années, les syndicats ont travaillé d'arrache-pied à des règles permettant de faciliter cette façon de travailler et de la rendre plus juste. Ainsi, nous nous sommes penchés sur les règles pour les travailleurs temporairement occupés dans un autre pays, nous avons examiné comment la sécurité sociale était réglée si vous travaillez au-delà de la frontière ainsi que les règles particulières pour les travailleurs actifs dans le secteur du transport, comme les chauffeurs de camion. Afin d'assurer le contrôle de ces règles et de pouvoir effectuer les inspections nécessaires, l'Europe a créé l'Autorité européenne du travail. Il est en effet urgent de mettre un terme à toutes les formes d'exploitation, de travail au noir et de dumping social.

La crise du coronavirus a illustré plus particulièrement la fragilité des travailleurs tels que les travailleurs mobiles, les travailleurs frontaliers et les travailleurs saisonniers. Ceci a été d'autant plus clair lorsque plusieurs pays ont fermé leurs frontières. Améliorer l'information sur les droits et les conditions de travail est essentiel. Pour ce faire, les autorités et les syndicats, tels que la FGTB, doivent travailler main dans la main pour garantir une protection adéquate à ces travailleurs.

Contrairement à beaucoup d'idées reçues, l'immigration a un impact positif sur l'économie. Les études le confirment : l'économie se porte mieux grâce à l'immigration. Les migrants sont jeunes et paient plus d'impôts qu'ils ne reçoivent de prestations. Mais la politique d'asile et de migration européenne ne peut pas se limiter à une vision économique. L'Europe doit mieux protéger ces travailleurs, notamment contre le dumping social et contre les discriminations. Elle doit garantir le respect des droits fondamentaux et créer des voies légales de migration et de séjour.

## APPRENDRE ET TRAVAILLER

Chaque travailleur doit avoir droit à une formation individuelle, à la formation et doit avoir la possibilité d'accéder à la formation permanente. Certainement avec la digitalisation et la transition climatique. Personne ne peut rester sur la touche. C'est pourquoi, nous voulons que l'Union européenne continue à investir dans l'enseignement et dans la formation et prévoie suffisamment de moyens pour y parvenir. L'objectif de l'Europe est que d'ici 2030, 60% des travailleurs apprennent quelque chose de nouveau ou suivent une formation chaque année. Les employeurs et les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités à cet égard. Ceci doit être correctement organisé, avec des contrôles de qualité et des moyens de faire reconnaître les compétences acquises.

## UNE EUROPE DIVERSIFIÉE, UNE EUROPE FORTE

La diversité est un élément essentiel de notre société et de notre économie. La discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap, l'âge ou la personne que l'on aime n'a pas sa place dans l'UE. Tout le monde doit être traité sur un pied d'égalité et se voir offrir les mêmes opportunités. Pour ce faire, il est nécessaire de créer des règles appropriées et vérifiables.

La FGTB contribue ainsi au contrôle des règles relatives à l'égalité de traitement au travail. Nous nous opposons à toute forme de discrimination. Ici, nous devons examiner les côtés positifs et les axes d'amélioration. Il manque quelque chose dans les lois ? Nous devons alors les amender.

Mais il reste encore pas mal de pain sur la planche, surtout en ce qui concerne l'inégalité de traitement entre les hommes et les femmes. Les femmes travaillent encore moins souvent que les hommes et gagnent moins. L'écart de salaire et de pension persiste. Des discussions sont en cours sur de nouvelles règles européennes visant à garantir que les hommes et les femmes soient payés de la même manière pour le même travail. La FGTB est un chef de file dans ce domaine et s'engage à lutter contre la discrimination fondée sur le genre.

Il est également important de concilier vie professionnelle et vie privée. Des mesures telles que les congés payés peuvent aider les femmes à travailler davantage et réduire l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi. La manière dont le congé parental est réglementé, par exemple le montant de la rémunération et la possibilité pour les hommes et les femmes de partager le congé, joue un rôle important à cet égard. Au sein de l'UE, nous nous efforçons de répartir équitablement les obligations familiales et professionnelles. Pour la FGTB, il s'agit d'une tâche essentielle : veiller à ce que la vie professionnelle et la vie privée soient bien et équitablement réparties au sein de la famille. Chacun a sa place. Les personnes handicapées rencontrent toutes sortes de problèmes, notamment à l'école, dans la recherche d'un emploi, dans la

protection sociale, le logement et les soins de santé. Il faut également s'y attaquer. La démocratie et l'extrême droite sont diamétralement opposées. Ce n'est que dans une Europe démocratique que l'on peut travailler sur la solidarité, la recherche d'une vie meilleure, la justice sociale et les opportunités pour tous les travailleurs, quel que soit leur passé. La démocratie est synonyme d'unité et non de division. La FGTB applique un cordon sanitaire strict à l'égard des députés européens, des partis et des mouvements d'extrême droite.

# 4. Le syndicat à vos côtés : la FGTB et la CES

Les syndicats ont toujours joué un rôle crucial dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales et des droits des travailleurs. Non seulement en Europe, mais aussi aux quatre coins du monde. Nous sommes la voix de la classe ouvrière. Nous sommes en première ligne pour défendre les droits des travailleurs et travailleuses, notamment des horaires de travail raisonnables, des conditions de travail sûres et des salaires décents.

La Confédération européenne des syndicats (CES) est la plus grande fédération de syndicats en Europe. La FGTB était un membre cofondateur lors de sa création en 1973. Pendant toutes ces années, la CES a joué un rôle crucial en représentant les intérêts des travailleurs au niveau européen et en influençant, avec les institutions européennes, les politiques visant à protéger (le bien-être) des travailleurs.

Le dialogue social y occupe naturellement une place centrale. La CES dialogue avec les employeurs et les autorités pour parvenir à un accord sur les questions relatives au travail, la législation et la politique. La FGTB y joue d'ailleurs un rôle actif.

Jour après jour, de concert avec la CES et les autres syndicats européens, nous luttons pour de meilleures conditions et normes de travail et nous nous engageons à protéger les emplois contre des menaces telles que l'externalisation, le dumping social et l'impact des nouvelles technologies. Nous défendons les intérêts et les droits des travailleurs et nous veillons à ce qu'ils restent au centre des préoccupations.

Nous participons à l'élaboration de politiques qui préparent les travailleurs à l'avenir du travail en Europe. Il s'agit notamment de promouvoir la formation pour s'assurer que la main-d'œuvre possède les compétences nécessaires dans un marché en mutation, afin de créer des emplois de qualité. Nous influençons également les politiques sociales au sens large. Nous participons aux discussions et aux négociations qui façonnent les lois et les règlements sur la sécurité sociale, les soins de santé et les pensions, afin que les politiques reflètent les besoins des travailleurs.

En bref, les syndicats, avec la CES et la FGTB en tête, sont en première ligne pour défendre les intérêts des travailleurs et de travailleuses en Belgique et en Europe.



## **FGTB**

Rue Haute 42 | 1000 Bruxelles

Tél. +32 2 506 82 11 | Fax +32 2 506 82 29

infos@fgtb.be | www.fgtb.be

Toute reprise ou reproduction totale ou partielle du texte de cette brochure n'est autorisée que moyennant mention explicite des sources.

Editeur responsable : Thierry Bodson © Mai 2024

*Deze brochure is ook beschikbaar in het Nederlands : [www.abvv.be/brochures](http://www.abvv.be/brochures)  
D/2024/1262/22*